

Direction Départementale de l'Agriculture et  
de la Forêt de l'Ain

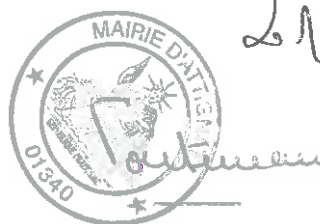
Commune d'Attignat



## NOTICE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

### Schéma Directeur d'Assainissement

Un pour devenir annexé à  
la délibération du 05/05/2006  
Le Maire



Siège social : 2, rue des Glénans - ZA du Pontay - 35760 ST GRÉGOIRE (RENNES)  
Agence de Chambéry : Savoie Technolac - BP 318 - 73377 LE BOURGET DU LAC Cedex  
TEL : 04 79 26 46 00 - FAX : 04 79 26 46 08

# SOMMAIRE

<b>1 Introduction.....</b>	<b>3</b>
<b>2 Scénarios d'assainissement retenus et programmation des travaux .....</b>	<b>5</b>
2.1 Rappel des résultats de l'étude de schéma directeur.....	5
2.1.1 Etat de l'assainissement collectif.....	5
2.1.2 Etat de l'assainissement individuel.....	7
2.1.3 Faisabilité de l'assainissement individuel.....	7
2.2 Choix de la collectivité .....	8
2.3 Assainissement individuel.....	10
2.3.1 Investissement à la charge du particulier.....	10
2.3.2 Coût d'investissement en équipements d'assainissement autonome	12
2.3.3 Le coût de fonctionnement des équipements d'assainissement autonome.....	13
2.3.4 Le devenir des matières de vidanges .....	14
2.3.5 La gestion et l'entretien des équipements d'assainissement autonome	14
<b>3 Impact du scénario global retenu sur le prix de l'eau .....</b>	<b>15</b>
3.1 Les aides publiques potentielles .....	15
3.2 Appréciation de l'incidence financière des travaux.....	16
<b>4 Gestion des eaux pluviales.....</b>	<b>19</b>
4.1 Préambule .....	19
4.2 Diagnostic hydraulique.....	19
4.3 Propositions d'aménagement.....	20
4.3.1 Actions correctives.....	20
4.3.2 Actions préventives .....	20
<b>5 Impact du scénario global retenu sur l'organisation de la commune .....</b>	<b>22</b>
5.1 Gestion de l'assainissement.....	22
5.2 Impact sur l'urbanisation et l'activité de la commune.....	22
<b>6 Eléments sur l'organisation du service d'assainissement non collectif.....</b>	<b>23</b>
6.1 Rappel juridique.....	23
6.2 Remarques préalables à la mise en place du service.....	24

6.3 Missions du service.....	25
6.3.1 En quoi consiste ce contrôle ?.....	25
6.3.2 Comment exercer ce pouvoir de contrôle ?.....	25
6.3.3 Autres prestations : l'entretien et la réhabilitation d'installations existantes.....	27
<b>7 Conclusion.....</b>	<b>28</b>

# 1

## Introduction

La commune d'Attignat, dans le département de l'Ain, souhaite s'engager dans un programme de mise en conformité de l'assainissement et de protection du milieu récepteur.

En effet, se pose aujourd'hui le problème de traiter les effluents conformément aux normes et à la réglementation en vigueur (en application de la Loi sur l'Eau de janvier 1992), de façon réfléchie et concertée de manière à optimiser l'investissement et limiter les coûts de fonctionnement.

Pour appuyer ces réflexions, la commune a souhaité que soit défini un schéma directeur d'assainissement dont l'objectif ultime est de proposer un scénario de traitement cohérent des effluents permettant de répondre à l'ensemble des contraintes :

- protection du milieu récepteur
- respect de la réglementation
- adaptation technique
- coût d'investissement et charge d'exploitation adaptés aux moyens des collectivités

Le schéma directeur d'assainissement vise à répondre aux obligations réglementaires définies dans le cadre de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992. Il comprend l'établissement du zonage de l'assainissement pour la commune. Il définit sur l'ensemble du territoire :

- des zones d'assainissement collectif où la collectivité doit assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées
- des zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elle le décide, leur entretien

- des zones où doivent être maîtrisées l'écoulement ou la qualité des eaux pluviales

La méthodologie générale de cette étude s'est articulée autour des interventions suivantes :

- **Phase 1 :** collecte et synthèse des informations disponibles, réalisation du diagnostic de la situation actuelle
- **Phase 2 :** élaboration de plusieurs scénarios et étude comparative
- **Phase 3 :** choix d'un scénario et élaboration du schéma directeur d'assainissement

Le présent document correspond à la phase 3 de l'étude et présente les conclusions du schéma directeur d'assainissement avec :

- les choix de la collectivité, délimitation du zonage de l'assainissement
- la description du scénario global retenu
- l'impact du scénario sur l'environnement, sur le prix de l'eau et sur l'organisation de la commune

## 2

## Scénarios d'assainissement retenus et programmation des travaux

### 2.1 Rappel des résultats de l'étude de schéma directeur

La commune compte 1 924 habitants au dernier recensement de 1999. Une forte augmentation de la population communale est observée des années 1990 à 1999, avec un taux de croissance de plus de 8%.

Le P.O.S., approuvé le 3 janvier 1992, a été modifié en 1993 et révisé en 1994. Un PLU est en cours de finalisation à l'heure actuelle.

Le P.L.U. privilégie le développement de l'urbanisation sur le bourg et sur Vacagnole. Des zones d'urbanisation future sont notamment situées dans la partie Nord du village, dans le secteur des Chanées, dans le secteur de Charneil sur lequel deux lotissements sont projetés, et Vacagnole où une ZAC a été délimitée.

L'urbanisation devrait également se poursuivre à court terme au sein du hameau de Crangeat, même si cela est prévu au P.L.U. actuel en zone NHI (zone d'accueil limité).

Les hameaux sont classés en zones N et A et les perspectives d'urbanisation dans ces secteurs restent limitées.

#### 2.1.1 Etat de l'assainissement collectif

##### 2.1.1.1 Réseaux

Le réseau d'assainissement de la commune est constitué de 16 km de canalisations de diamètre Ø200 à Ø600. Il concerne uniquement les secteurs du Bourg et de Vacagnole.

Les réseaux du Bourg sont majoritairement de type unitaire. Cependant, les réseaux des quartiers périphériques qui s'y développent sont de type séparatif (amont des postes de relèvement des Baudières, du Bourg, nouvelle canalisation des Reisières). Les réseaux de Vacagnole sont de type séparatif. L'évacuation des eaux pluviales est assurée par des fossés.

De par la topographie défavorable, le réseau est équipé de cinq postes de relèvement. L'exploitation des postes en 1999 a donné les résultats suivants :

Tableau 2-a : Postes de relèvement du réseau d'assainissement d'Attignat

Secteur	Nom du poste	Nombre de pompes	Débits moyens des pompes (m <sup>3</sup> /h)
Le Bourg	CD975	2	2 x 12
Le Bourg	Les Baudières	2	2 x 12
Le Bourg	Le Bourg	2	1 x 20 et 1 x 80
Vacagnole	Vacagnole	2	2 x 15
Vacagnole	ZA Attignat	2	2 x 25

Les mesures réalisées sur le réseau d'assainissement ont permis de mettre en évidence les points suivants :

- le réseau d'assainissement est très sensible aux introductions d'eaux parasites de temps sec :
  - le volume d'eaux parasites admis à la station du Bourg représente 80% du volume total collecté. Cette valeur est trop élevée ; on admet en général pour un réseau unitaire une valeur de 50%
  - le volume d'eaux parasites admis à la station de Vacagnole représente environ 65% du volume total collecté. Cette valeur est un peu élevée en particulier pour un réseau séparatif mais l'urgence est moindre par rapport au Bourg
- les visites nocturnes ont permis de mettre en relief que les apports d'eaux parasites permanentes sont essentiellement diffus
- les survolumes mesurés par temps de pluie sur des réseaux séparatifs mettent en évidence l'existence de branchements non conformes
- les réseaux d'assainissement, en particulier du Bourg, sont particulièrement sensibles au phénomène de ressuyage post-pluvieux qui peut durer plusieurs jours. Le ressuyage génère donc des eaux parasites supplémentaires qui s'ajoutent au volume d'eaux parasites permanentes déjà conséquent

### 2.1.1.2 Stations d'épuration

La commune est équipée de deux stations d'épuration : l'une collecte les effluents du Bourg, l'autre collecte les effluents de Vacagnole.

#### ▪ Station du Bourg

Cette station a été récemment refaite courant 1999. Elle est de type boues activées et sa capacité de traitement est de 1 400 E.H. Dans le cadre de l'auto-contrôle, des bilans réalisés par la SEREPI courant 2000 montrent que les concentrations en sortie sont satisfaisantes et respectent les normes de rejet.

#### ▪ Station de Vacagnole

Cette station a été construite en 1986. Elle est de type boues activées et a une capacité de traitement de 1 000 E.H et 54 kg de DBO<sub>5</sub>/j

Les bilans SATESE concluent au :

- bon fonctionnement de la station
- respect des normes de rejet

## 2.1.2 Etat de l'assainissement individuel

Le parc des installations d'assainissement autonome est constitué actuellement d'environ 150 logements. La majorité des installations ne possèdent pas de dispositifs de traitement normalisés et des rejets d'eaux septiques sans traitement en fossé sont courants.

En effet, la majorité des habitations disposent d'un dispositif de prétraitement complet (fosse septique toutes eaux ou fosse septique + bac dégraisseur). Cependant, quelques réserves sont émises vis-à-vis du fonctionnement car 50% des propriétaires n'effectuent pas l'entretien nécessaire. De plus, la part des habitations non équipées en système d'épuration est importante : 40%. Parmi les 60% équipés, la plupart disposent d'un épandage souterrain, ce qui ne correspond pas à un traitement adapté au terrain.

## 2.1.3 Faisabilité de l'assainissement individuel

Sur la commune d'Attignat, dans les secteurs non raccordés, l'habitat est semi-aggloméré à dispersé. Les propriétés disposent généralement d'une surface suffisante pour la mise en place de dispositifs d'assainissement autonome.

Néanmoins, sur Crangeat, 2 habitations ne possèdent pas a priori une surface nécessaire pour l'assainissement autonome. Les contraintes d'habitat ont été recensées sur la carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome. La pente ne constitue pas une contrainte notable dans cette commune de « plaine ».



La carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome a été élaborée dans le cadre de l'étude de zonage d'assainissement.

Les secteurs non desservis sont généralement cartographiés en orange et correspondent à des zones où les sols, généralement développés sur les marnes de Bresse et alluvions associées de la Reyssouze, présentent une texture riche en argile ne permettant ni l'épuration, ni l'évacuation des effluents dans le sol en place. Une filière de traitement par épandage en sol reconstitué drainé est nécessaire (filtre à sable vertical drainé). Une surélévation en tertre des filières sera nécessaire là où la nappe alluviale ou une nappe perchée est présente.

**La contrainte la plus importante vis-à-vis des installations d'assainissement autonome est celle de la nécessité d'un exutoire pour les filières drainées. La mise en place d'un filtre à sable drainé nécessite un rejet en milieu superficiel. En l'absence de ruisseau ou cours d'eau, le rejet se fera en fossé.**

Là où l'aptitude des sols est plus favorable (lieudits Bois Blanc, la Combe et les Cadets), des filières de traitement par sol reconstitué non drainé ou par épandage souterrain en sol naturel devront être employées. Dans ces secteurs, la texture sablo-graveleuse du sol en profondeur doit permettre l'évacuation des effluents et localement leur traitement.

A partir de cet état des lieux, des scénarios d'assainissement envisageables ont été proposés. Ils ont été validés et discutés par le groupe de pilotage et ont servi de base à la définition du zonage d'assainissement.

## 2.2 Choix de la collectivité

Une proposition de la zone future d'assainissement collectif a été adressée à la commune lors de la réunion de phase 2 de l'étude de Schéma directeur d'assainissement en tenant compte de l'intérêt technique et économique des scénarios envisageables.

Différents scénarios ont été étudiés.

- Assainissement collectif :
  - le raccordement au réseau d'assainissement communal lorsque cela est possible (cas du Bletonay et du Châtelet)
  - collectif de petite capacité : mise en place de réseau de collecte et des stations de traitement de petite capacité (Crangeat, Bletonay)
- Assainissement autonome

Les solutions retenues pour chaque secteur étudié ainsi que les raisons du choix sont rappelées dans le tableau 2-a récapitulatif ci-après.

Tableau 2-b : scénarios d'assainissement retenus

Hameaux	Foyers à moyen terme	scénarios retenus	Motivations du choix
Le Bletonay - Étang des bois - Le Châtelet	17	assainissement autonome	<ul style="list-style-type: none"> <li>- aucune contrainte d'habitat n'est recensée sur le secteur</li> <li>- l'aptitude des sols est médiocre, mais l'assainissement autonome peut être envisagé</li> <li>- le raccordement nécessite la mise en place d'un poste de refoulement</li> </ul>
Le Bois d'Arches - Terre du Fort	7	assainissement autonome	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aptitude des sols est médiocre dans ce secteur mais l'assainissement autonome est fréalisable</li> <li>- le tout collectif représente un coût d'investissement très important</li> <li>- le nombre d'habitations concernées à court et moyen terme ne justifie pas un raccordement</li> </ul>
Vallée de la Reyssouze	27	assainissement autonome	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les perspectives d'urbanisation sont très faibles</li> <li>- le secteur n'est pas raccordable au bourg</li> <li>- l'habitat dispersé ne permet pas d'envisager de scénario collectif</li> </ul>
Secteur de Crangeat	89	assainissement collectif (solution non précisée)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'habitat est important et relativement regroupé, l'assainissement collectif se doit donc d'être envisagé pour une partie du hameau</li> <li>- l'assainissement collectif généralisé ne pourrait se justifier que par une volonté de poursuivre de façon importante l'urbanisation sur le hameau</li> <li>- les sols présentent une aptitude médiocre mais l'assainissement autonome reste possible par des filières appropriées</li> <li>- l'assainissement autonome ne devra pas être généralisé du fait de la contrainte des rejets</li> <li>- au moins deux habitations présentent des contraintes d'habitat</li> <li>- le raccordement au chef-lieu n'est pas envisageable</li> </ul>
Secteur de Jalamond - Les Bons - Les Ecuets	17	assainissement autonome	<ul style="list-style-type: none"> <li>- seul l'assainissement autonome est possible dans ce secteur compte tenu de la dispersion de l'habitat et des distances au bourg</li> <li>- les perspectives d'urbanisation sont très faibles dans ces secteurs situés en zone NC</li> </ul>

Les élus ont fait leur choix sur ce périmètre qui comprendra, en plus de la zone collective actuelle, correspondant au bourg d'Attignat et à Vacagnole :

- le hameau de Crangeat
- les zones d'urbanisation future en périphérie du chef-lieu et de Vacagnole (zones 1AU et 2AU)

Le raccordement du hameau de Crangeat est en effet prioritaire car il fait l'objet d'importantes perspectives d'urbanisation. De plus, ce hameau présente un habitat assez groupé avec des contraintes de surface pour certaines habitations. La juxtaposition de filières autonomes drainées serait particulièrement problématique et nuisible.

Seul le choix de réaliser un assainissement de type collectif a été délibéré par les élus. Le mode de traitement n'a quant à lui pas encore été défini. Cependant, ayant exprimé la volonté de rassembler les effluents sur un seul site de traitement, nous tiendrons compte de cette solution dans les simulations qui suivront.

## 2.3 Assainissement individuel

### 2.3.1 Investissement à la charge du particulier

Les hameaux de :

- Etang des Bois
- Le Bletonay
- Le Bois d'Arches
- Le Châtelet
- La Bayardon
- La Combe des Cadets
- Les Yves
- Les Cordiers-La Caronnière
- Les Callets
- Jalamonde-Terre des Vignes
- Les Bons-Domaine Cherrier
- Bois Buclés (6 habitations non raccordables au Sud-Ouest du village)

- Lieu Solet (1 habitation non raccordable au Sud du village)

sont compris par définition dans la zone d'assainissement non collectif où l'assainissement devra être de type « individuel » (maîtrise d'ouvrage privée). Cela concerne environ 75 logements.

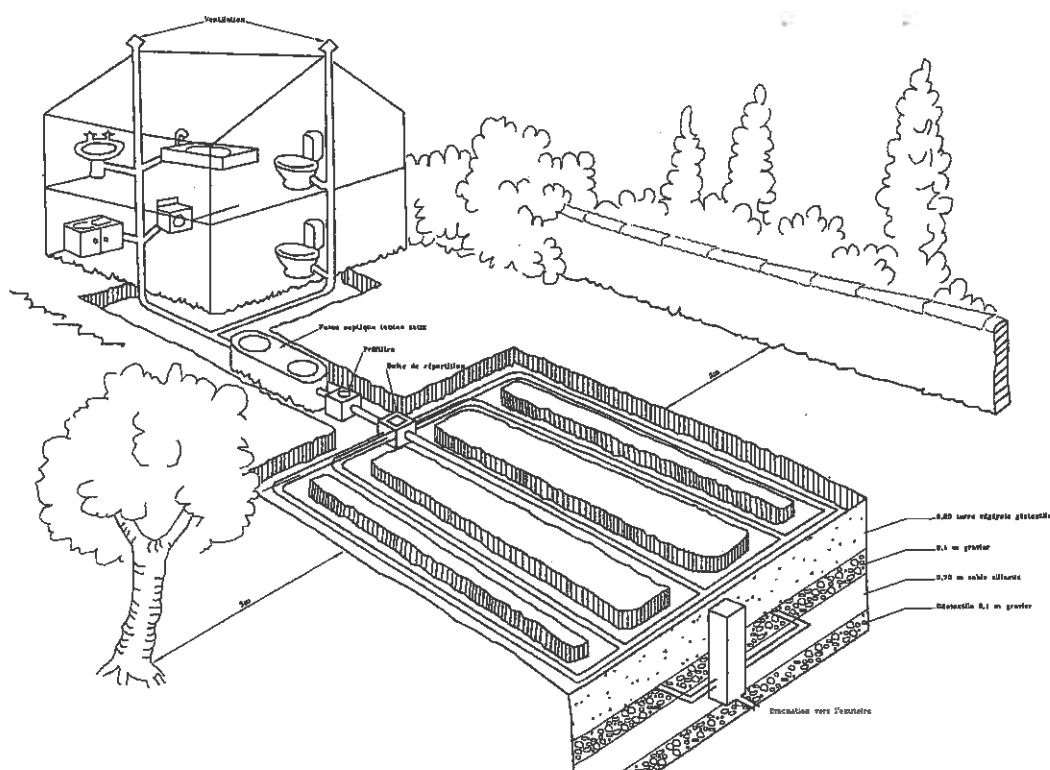
Cette solution résulte de la comparaison technique et économique des différents choix possibles. L'éloignement de la zone d'assainissement collectif, d'une part, et la faible densité de l'habitat d'autre part, conduit à retenir un mode d'assainissement autonome.

La carte de faisabilité de l'assainissement autonome, élaborée en phase 2 de l'étude, définit, par secteur, les filières types à mettre en œuvre pour la réhabilitation des dispositifs existants.

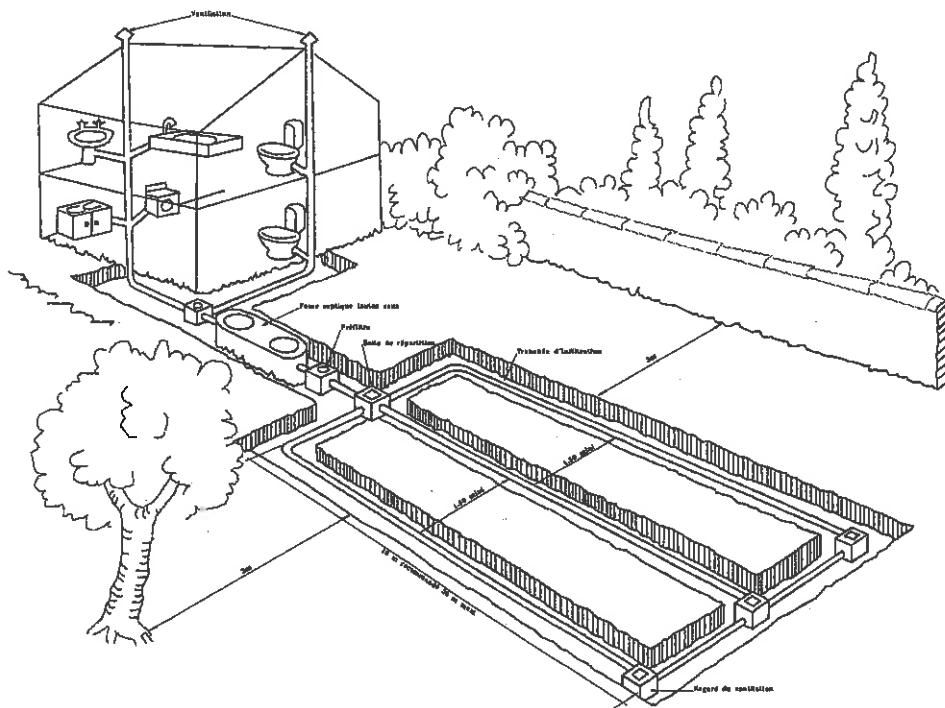
Les sols sont généralement défavorables à l'assainissement et des filières par épandage en sol reconstitué drainé sont généralement conseillées. Il est possible s'il y a accord entre les propriétaires, de mettre en place des installations d'assainissement multi-familial (autonome regroupé) pour remédier à ces contraintes.

Les figures 2-a et 2-b ci-après présentent la composition du dispositif théorique d'assainissement autonome. Les assainissements individuels sont régis par l'arrêté du 6 mai 1996 dont les modalités d'application ont été reprises par la norme AFNOR DTU 64.1.

Fig. 2-a : assainissement autonome par filtre à sable vertical drainé



**Fig. 2-b : assainissement autonome par épandage en tranchées en sol naturel**



Dans la zone d'assainissement non collectif, les futures constructions devront notamment présenter la surface nécessaire à l'installation de dispositifs d'assainissement individuel (parcelles en moyenne de 1 500 m<sup>2</sup>).

### 2.3.2 Coût d'investissement en équipements d'assainissement autonome

Le coût d'investissement de l'assainissement individuel est variable en fonction du type d'installation.

Le coût moyen de la réhabilitation des dispositifs est généralement compris entre 3 800 € HT et 5 800 € F HT par logement en considérant une réhabilitation totale des dispositifs.

Notons que le coût de changement d'une fosse septique varie entre 1 000 € HT et 1 500 € F HT

La Loi sur l'Eau confie les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif aux communes. La prise en charge de l'entretien par la commune est facultative. Ainsi, les particuliers situés en zone d'assainissement non collectif sont responsables des investissements liés à la création ou réhabilitation des dispositifs d'assainissement ainsi que des charges d'entretien.

Le coût d'investissement pour assainir chaque hameau varie en fonction : de la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations), de la nature des sols, du facteur d'échelle des travaux.

PRE - TRAITEMENT	COÛT MOYEN HT	SYSTEME D'EPANDAGE	COÛT TOTAL HT INSTALLATION
FSTE + filtre	7000 F	Tranchées en sol naturel	3 500 € à 4 000 €
-	-	Lits d'infiltration en sol naturel	3 800 € à 4 500 €
-	-	Filtre à sable vertical non drainé	4 000 € à 4 800 €
-	-	Filtre à sable vertical drainé	4 800 € à 5 300 €
-	-	Filtre à sable horizontal drainé	5 000 € à 5 400 €
-	-	Tertre filtrant non drainé	5 200 € à 5 500 €
-	-	Tertre filtrant drainé	5 500 € à 5 800 €

(NB: ces chiffres sont donnés à titre indicatif sur la base de données nationales)

### 2.3.3 Le coût de fonctionnement des équipements d'assainissement autonome

#### ■ Pour les installations uni familiales

Le coût de fonctionnement varie selon le mode de gestion envisagé. Un coût moyen sera appliqué, malgré les différences qui pourraient résulter de la conservation des fosses de petit volume, ou des particularités de certains foyers.

Il inclut :

- des visites de routine pour vérifier le niveau des boues dans les fosses, et le bon fonctionnement des systèmes épuratoires
- des visites d'entretien comprenant la vidange des fosses et l'entretien éventuel des pompes de relèvement
- des interventions d'urgence
- l'entretien et le remplacement du sable pour les filtres à sable

L'entretien du dispositif correspondant à la vidange de la fosse septique est évalué à 75 € HT/an.

Notons que le renouvellement des installations peut être estimé à 2 300 € HT/15 ans, soit 150 € HT/an.

### 2.3.4 Le devenir des matières de vidanges

La collectivité devra étudier le devenir des matières de vidange des installations individuelles et collectives.

Rappelons que la destination des matières de vidange doit être fournie dans le cadre du **schéma départemental d'élimination des matières de vidange**.

### 2.3.5 La gestion et l'entretien des équipements d'assainissement autonome

L'assainissement autonome est habituellement géré par les usagers (gestion privée).

La question de la gestion des équipements est apparue dans le texte de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 qui a instauré pour les communes, l'obligation de prendre en charge les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif, et qui leur ouvre la possibilité de prendre en charge l'entretien de ces systèmes.

Dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage communale (ou intercommunale), une convention doit être établie avec les usagers.

Celle-ci permet d'organiser les relations entre la collectivité (ou ses mandataires : bureaux d'études, entreprise, etc...) et les particuliers, afin d'éviter tous risques de conflits (avant, pendant et après les travaux).

Deux types de conventions sont envisageables, soit pour les travaux de réhabilitation et l'entretien, soit pour l'entretien seulement. La première solution permet des économies d'échelles importantes.

## 3

## Impact du scénario global retenu sur le prix de l'eau

Les services de l'eau doivent aujourd'hui appliquer le principe comptable (M49) selon lequel «l'eau paie l'eau», tant pour l'eau potable que pour l'assainissement. Dans ce budget autonome, les recettes doivent équilibrer les dépenses.

Le prix de l'eau inclut :

- **les coûts d'exploitations**

Le prix du service de l'eau (ramené sur la facture d'eau de l'utilisateur, au mètre cube consommé) correspond à l'ensemble des opérations qui concernent à la fois la production d'un produit de qualité, sa distribution, sa collecte après usage et enfin sa dépollution pour la protection de l'environnement.

- **les coûts d'investissement**

Le prix de l'eau inclut une part de financement des nouvelles installations de collecte, de transfert ou de traitement.

Ce financement est souvent une charge difficile à supporter par la commune seule. En dehors de l'autofinancement, de l'amortissement technique des installations et du recours à l'emprunt, la commune est susceptible de recevoir des aides provenant d'organismes publics.

### 3.1 Les aides publiques potentielles

La multiplicité des acteurs de l'eau pourrait, à priori, entraîner une grande dispersion potentielle des aides à l'investissement. En fait, les financeurs principaux sont beaucoup moins nombreux.



Tableau 3-a : simulation de l'impact des scénarios d'assainissement retenu sur le prix de l'eau

<b>1. Nature des travaux :</b>		
Création de réseaux de collecte et transport + traitement terminal unique sur Crangeat (environ 90 foyers à terme)		
<b>2. Montant prévisionnels des travaux :</b>		
Réseaux de collecte		524 425 € HT
Réseaux de transfert		163 120 € HT
Unités de traitement		171 505 € HT
<b>TOTAL :</b>		<b>859 050 € HT</b>
<b>3. Coût prévisionnel d'exploitation annuel :</b>		
	. Charge d'exploitation :	14 483 € HT
<b>4. Financement de l'investissement :</b>		
. Coût d'investissement - création de réseaux de collecte		524 425 € HT
Département :	. 27 % subventions	141 595 € HT
. Coût d'investissement - création de réseaux de transit		163 120 € HT
Département	. 27 % subventions	44 043 € HT
Agence de l'Eau :	. 40 % subventions sur un montant plafonné à 4300 F/EH	65 248 € HT
	<b>TOTAL des aides</b>	<b>109 291 € HT</b>
<b>Total des aides pour les réseaux</b>		<b>250 885 € HT</b>
. Coût d'investissement - unité de traitement		171 505 € HT
Département	. 27 % subventions	46 306 €
Agence de l'Eau :	. 40 % subventions	68 602 €
<b>Total des aides pour le traitement</b>		<b>114 908 € HT</b>
<b>Montant total de l'emprunt :</b>		<b>493 256 € HT</b>
<b>5. Estimation des charges annuelles d'investissement :</b>		
	. Annuités d'emprunt (7% sur 20 ans)	46 560 € HT
	<b>Total des charges annuelles d'investissement :</b>	<b>46 560 € HT</b>
<b>6. Appréciation de l'impact de l'investissement sur le prix de l'Eau :</b>		
	. Volume futur assujetti à la taxe (680 abonnés)	m3
	. Impact de l'investissement sur le prix de l'eau (2) :	0,55 € HT/m3
<b>7. Impact du coût d'exploitation sur le prix de l'Eau :</b>		
	. Impact du coût d'exploitation :	0,17 € HT/m3

## 4

## Gestion des eaux pluviales

### 4.1 Préambule

Dans le cadre du schéma directeur d'assainissement, une analyse des écoulements pluviaux sur les zones urbanisées et urbanisables a été réalisée afin de mettre en évidence d'éventuelles zones de débordements et de proposer, le cas échéant, les solutions adaptées pour résorber ces insuffisances. Elle s'est effectuée en deux temps :

- *étude des écoulements pluviaux dans les fossés en zones urbanisées ou urbanisables*

Les eaux pluviales, hormis dans le centre du Bourg qui est équipé d'un réseau unitaire, transitent par des fossés. Des calculs de débit capable ont été effectués dans les zones urbanisées, urbanisables ou posant problème

- *étude du réseau unitaire du Bourg*

Le réseau d'eaux pluviales a fait l'objet d'une modélisation numérique qui est le seul outil permettant de prendre en compte tous les phénomènes complexes régissant les écoulements en réseau

### 4.2 Diagnostic hydraulique

On constate de très nombreuses insuffisances des structures d'évacuation. Peu d'exutoires sont suffisamment dimensionnés pour évacuer correctement la pluie décennale.

Les points particulièrement critiques (proximité de particuliers ou de voiries, problèmes connus) sont :

- La modélisation a montré de graves insuffisances du réseau unitaire du centre ville qui n'est pas capable d'évacuer correctement la pluie décennale ou même la pluie annuelle (zones de débordements dans l'allée des Peupliers et le secteur de l'Eglise)

- De nombreux busages de fossés sont également sous-dimensionnés

## 4.3 Propositions d'aménagement

L'amélioration des conditions d'écoulements dans les réseaux par temps de pluie résultera de deux types d'actions :

- actions dites « **correctives** », qui consistent à résorber les dysfonctionnements actuellement constatés, en particulier par des renforcements de collecteurs. Le modèle a permis de localiser les zones qui posent actuellement problème et de tester les aménagements adéquats afin de les supprimer
- actions dites « **préventives** », qui consistent à définir une politique de contrôle de l'imperméabilisation des sols sur la commune. La gestion des eaux pluviales générées par de nouvelles surfaces urbanisées doit être définie par la commune pour ne pas dégrader la situation actuelle.

### 4.3.1 Actions correctives

Un réaménagement du réseau unitaire du Bourg avec création de deux points de déversement a été proposé.

D'autre part, les problèmes ponctuels liés au sous-dimensionnement de busage des fossés impliquent le renforcement de ces busages.

Enfin, concernant les difficultés d'évacuation des fossés, il est indispensable d'assurer un entretien régulier des fossés afin d'assurer une évacuation correcte des eaux pluviales. Ils doivent être considérés comme de véritables infrastructures du réseau d'assainissement pluvial. Ceci est d'autant plus important au vu des très faibles pentes des terrains.

### 4.3.2 Actions préventives

#### 4.3.2.1 Contrôle de l'imperméabilisation

Les nouvelles zones d'urbanisation devront être systématiquement équipées de réseaux séparatifs. On veillera à contrôler les débits générés par ces zones afin de limiter au maximum l'impact de ces nouvelles urbanisations et de modifier au minimum les écoulements actuels.

Un débit de fuite sera fixé de manière à ne pas augmenter les débits actuellement générés par ces zones, voire même les réduire (limitation du débit à 80% du débit décennal par exemple). Chaque nouvelle zone urbanisée ou restructurée sera soumise à cette limitation du débit de fuite.

L'infiltration ne semblant pas une solution adaptée sur le Bourg et Vacagnole au regard de la nature marneuse du sol, on s'orientera donc vers des solutions de **stockage** des eaux pluviales.

On pourra utiliser en particulier les *techniques dites alternatives* qui présentent l'avantage de nécessiter une faible emprise foncière en exploitant des structures existantes du tissu urbain (parking, trottoir, chaussée,...) et peuvent être mises en œuvre lors de travaux de voirie ou d'extension de surface imperméabilisée. Ces techniques ont largement été utilisées en France, en particulier dans les agglomérations bordelaises et lyonnaises.

#### 4.3.2.2 Entretien des fossés

L'évacuation des eaux pluviales est assurée dans un certain nombre de secteurs sur la commune (Charneil, Zone Nord, Vacagnole) par un réseau de fossés qui ne sont majoritairement pas entretenus, ce qui a entraîné :

- le remblaiement de certains fossés et la création de zones humides
- l'encombrement des fossés d'où des dysfonctionnements hydrauliques importants (saturation, voire débordements locaux)

La conservation de ces fossés, comme structure d'évacuation pluviale, est recommandée car elle permet une meilleure intégration paysagère et que les coûts d'investissement et d'entretien sont réduits par rapport à un réseau de canalisations.

Il est indispensable d'assurer un entretien régulier des fossés afin d'assurer une évacuation correcte des eaux pluviales. Ils doivent être considérés comme de véritables infrastructures du réseau d'assainissement pluvial. Ceci est d'autant plus important au vu des très faibles pentes des terrains.

# 5

## Impact du scénario global retenu sur l'organisation de la commune

### 5.1 Gestion de l'assainissement

Les secteurs situés dans la zone d'assainissement non collectif du zonage devront disposer de systèmes d'assainissement individuel.

La Loi sur l'Eau attribue la gestion de l'assainissement collectif à la commune. Pour l'assainissement non collectif, la commune est tenue de contrôler régulièrement les installations, mais non de gérer les installations qui sont sous la responsabilité des particuliers.

Cependant, il peut être intéressant de réfléchir quant à une gestion collective des installations d'assainissement non collectif.

Nous estimons qu'environ 75 à 80 habitations seront concernés par l'assainissement individuel à l'avenir. La plupart ne disposent pas d'installation de traitement performante après la fosse septique.

La filière de traitement généralement adaptée sur la commune est le filtre à sable vertical drainé. Les fossés devront être entretenus et l'entretien pourrait être pris en charge par la commune.

### 5.2 Impact sur l'urbanisation et l'activité de la commune

Dans les secteurs situés en zone d'assainissement non collectif, nous conseillons du fait de la médiocre aptitude des sols, de limiter l'urbanisation et de prescrire une surface minimale suffisante (1 500 m<sup>2</sup>).

## 6

## Eléments sur l'organisation du service d'assainissement non collectif

### 6.1 Rappel juridique

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et ses textes d'application (décret du 3 juin 1994, deux arrêtés du 6 mai 1996 et circulaire du 22 mai 1997) ont redéfini le cadre réglementaire applicable aux dispositifs d'assainissement non collectif. Ces nouvelles dispositions concernent principalement :

- la définition des dispositifs d'assainissement dits « non collectifs », qui désignent tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement. Il est donc fait implicitement référence à une maîtrise d'ouvrage privée de ces dispositifs, qu'ils soient individuels ou regroupés à l'échelle de plusieurs habitations, en faisant abstraction de toute référence technique à des filières particulières
- l'obligation pour les habitations non raccordées au réseau public de disposer d'installations en bon état de fonctionnement (art. L 33 du code de la santé publique)
- l'obligation pour les communes ou groupements de communes de mettre en place d'ici le 31 décembre 2005 un service public d'assainissement collectif (au sens des services publics d'assainissement précisés à l'article L 2224.11 du CGCT), assurant le contrôle de réalisation, de conception et de bon fonctionnement des installations nouvelles et existantes. La faculté d'instaurer de façon complémentaire un service public pour l'entretien des équipements. Ainsi, les communes prennent obligatoirement à leur charge (au plus tard le 31 décembre 2005) :

- les dépenses relatives au système d'assainissement collectif notamment aux stations d'épuration des eaux usées, et à l'élimination des boues qu'elles produisent
- les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Elles peuvent également prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes non collectifs (art. L 2224-8 du CGCT)

Les missions qui en résultent sont soumises aux dispositions législatives qui régissent les services d'assainissement (notamment les art. L 2224-11 et 12 du CGCT). Le service est géré comme un Service Public Industriel et Commercial (SPIC - art. L L 2224-2 et 11 du CGCT). Aussi, il donne lieu à la perception d'une redevance perçue auprès de l'utilisateur, contrepartie d'une prestation rendue.

Ainsi, en tant que SPIC, le service doit :

- respecter le principe de l'égalité des usagers devant le service
- affecter le produit des recettes de financement du service
- équilibrer son budget en recettes et en dépenses

Les services d'assainissement collectif et non collectif peuvent être distincts, ou unifiés : gestion administrative, mode d'exploitation, opérateur technique. Les comptabilités des deux services sont néanmoins distinctes.

## 6.2 Remarques préalables à la mise en place du service

L'économie du service à organiser ne peut être définie qu'après une approche locale de différents aspects relatifs à :

- l'échelle territoriale (communale, intercommunale, voire départementale ?) et donc la structure publique appropriée pour assurer le service
- l'étendue des prestations assurées (contrôle obligatoire) ou proposée par voie de convention (entretien)
- le mode de financement du service : recours à la redevance (pour service fait), possibilité pour les petites communes de subvention par le budget principal sous certaines conditions...
- le mode de tarification et de perception des redevances...

La création du service nécessite une délibération de l'autorité compétente, précisant notamment le nom de l'autorité organisatrice, le type de prestations assurées, le mode de gestion. Ensuite sont envisagés, selon le mode de gestion choisi, le contrat de délégation, la tarification, le règlement du service...

## 6.3 Missions du service

Il s'agit d'un service de contrôle :

1. de la conception
2. de la réalisation
3. du bon fonctionnement

Il peut en outre et sous certaines réserves assurer l'entretien et la réhabilitation

### 6.3.1 En quoi consiste ce contrôle ?

Ce contrôle porte sur les constructions à usage d'habitations dotées d'un assainissement non collectif (constructions neuves ou anciennes).

#### 6.3.1.1 Contrôle de conception et de réalisation

Le contrôle de conformité vise la conception, l'implantation et la bonne exécution matérielle du système d'assainissement (ou l'absence de dispositif d'assainissement s'il y a lieu). Il peut aussi constater l'absence de tout dispositif d'épuration. Pour les constructions neuves, ce contrôle est réalisé avant remblaiement des ouvrages ; pour les constructions anciennes, il est recommandé une périodicité des contrôles n'excédant pas 4 années.

Le Maître d'ouvrage reste toujours responsable, avec son maître d'œuvre, avec l'entreprise, de la conception et de la réalisation de l'installation. Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle doivent être consignées sur un rapport de visite dont une copie est adressée au propriétaire des ouvrages. Pour la conception, comme pour la réalisation, il ne revient pas à la collectivité de prescrire la filière technique ou son mode d'exécution.

#### 6.3.1.2 Contrôle de fonctionnement

Le contrôle de fonctionnement vise le bon état des ouvrages (ventilation, accessibilité), le bon écoulement des effluents vers le dispositif d'épuration, l'accumulation normale des boues dans la fosse, la réalisation des vidanges périodiques (si la commune n'a pas pris en charge l'entretien).

Ce contrôle de fonctionnement est recommandé selon la même périodicité préconisée pour les vidanges, soit tous les 4 ans.

### 6.3.2 Comment exercer ce pouvoir de contrôle ?

Les opérations de contrôle et éventuellement d'entretien de l'assainissement non collectif peuvent s'appuyer soit sur un service spécialisé, soit sur un service public d'assainissement collectif et non collectif (existant ou à créer).



En cas de gestion regroupant les services d'assainissement collectif et non collectif, deux comptabilités distinctes sont néanmoins nécessaires.

Une solution intercommunale est recommandée dans un souci d'efficacité et d'économie.

Le mode de gestion du service peut relever soit de la régie directe, soit d'une délégation.

- **Modalités de contrôle**

Les opérations de contrôle voire d'entretien communal des installations non collectives sont réalisées par les agents du service d'assainissement (art. L 35-10 du code de la santé publique).

Leur accès aux propriétés doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié dans un délai raisonnable. Les observations doivent être consignées sur un rapport de visite, dont une copie est à adresser aux propriétaires des locaux et, le cas échéant, à l'occupant de ceux-ci (art. 3 et 4 de l'arrêté relatif aux modalités de contrôle).

Le contrôle technique de l'assainissement non collectif exercé par la commune s'exerce parallèlement mais distinctement des procédures d'urbanisme (permis de construire, certificat de conformité...) et peut donc relever d'une collectivité (SIVU, SIVOM...) différente de celle opérant en matière d'urbanisme en cas de transfert de compétences.

Le contrôle loi sur l'eau ne donne pas pouvoir à rechercher et constater les infractions. Il ne fait cependant pas obstacle aux prérogatives du maire (police municipale précisée à l'art. L 131-2 du CGCT) et de l'Etat (hygiène publique...) dans ce domaine. En cas d'urgence motivée le même article autorise le maire à recourir à la force publique pour pénétrer dans les propriétés privées et faire cesser les atteintes à la salubrité publique.

Délai de mise en œuvre : au plus tard le 31 décembre 2005.

- **Comment est financé le service public d'assainissement non collectif ?**

A ce jour, les premières expériences mises en œuvre font état d'un financement sur la base d'une taxe d'assainissement non collectif calculée sur le volume d'eau consommé par l'utilisateur (x francs par mètre cube). Seuls les usagers qui ne bénéficient pas de l'assainissement collectif sont redevables de la taxe d'assainissement non collectif, lorsque le service de contrôle est effectif.

S'agissant des usagers non raccordés au réseau d'adduction d'eau potable, ce principe ne peut être appliqué. Ces usagers disposent en général d'un captage privé répondant à leurs propres besoins en eau potable.

Dans ce cas, deux solutions peuvent être envisagées pour calculer la taxe de contrôle d'assainissement non collectif :

- taxe calculée sur la base d'un prix forfaitaire représentatif du service offert à l'utilisateur (veiller à respecter le principe d'égalité des usagers face à ce service)
- taxe calculée sur la base du volume de m<sup>3</sup> consommés. En effet, même en l'absence de raccordement au réseau d'AEP, l'utilisateur qui bénéficie d'un captage privé doit procéder à une déclaration en mairie, du nombre de m<sup>3</sup> consommé dans l'année (cf circulaire du 12/12/78 prise en application du décret du 24/10/67 - article 6, relatif à la redevance assainissement)

### **6.3.3 Autres prestations : l'entretien et la réhabilitation d'installations existantes**

Les prestations d'entretien peuvent être réalisées par voie de convention entre la collectivité et le particulier concerné (usager de l'installation). Si la collectivité choisit cette option, l'entretien sera soit géré par ses services techniques, soit confié à un organisme public ou privé. Si la collectivité n'entend pas le prendre en charge, le propriétaire doit fournir un certificat d'entretien délivré par une entreprise compétente.

La maîtrise d'ouvrage publique de travaux de réhabilitation chez les particuliers (prestation qui ne relève pas du service public proprement dit), est une solution qui peut être envisagée sous certaines conditions. Elle permet théoriquement une économie d'échelle des coûts sur des opérations groupées, et surtout le bénéfice de subventions pour le particulier ainsi que la possibilité de récupérer la TVA pour la collectivité, à condition que celle-ci soit « propriétaire » des ouvrages.

## 7

## Conclusion

La commune d'Attignat va privilégier le développement des secteurs périphériques du bourg, du secteur de Vacagnole, ainsi que du secteur de Crangeat où une extension de l'urbanisation est prévue.

Il s'avère que pour les écarts, il est préférable à court terme de conserver des assainissements autonomes sur lesquels des mises aux normes seront nécessaires dans les prochaines années.

Dans la zone d'assainissement non collectif, l'habitat nouveau sera limité sur les secteurs jugés peu favorables à l'assainissement par le sol.

La commune devra mettre en place un service public d'assainissement non collectif avant le 31 Décembre 2005 et définir son action dans la mise en conformité et l'entretien périodique des dispositifs.